



L'indignation est générale après la honteuse capitulation de l'Autorité Palestinienne sur la question des crimes de guerre perpétrés à Gaza par l'armée israélienne.

Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, à Genève, doit adopter une résolution entérinant les conclusions de la commission d'enquête des Nations-Unies sur les massacres de Gaza. Le rapport Goldstone pointe les responsabilités du gouvernement et de l'armée israélienne dans l'opération « Plomb Durci », où 1.400 Palestiniens, principalement des civils, ont trouvé la mort.

L'adoption de la résolution à la majorité était d'avance acquise, même sans l'aval des puissances occidentales, les représentants des pays d'Amérique Latine, africains, arabes et musulmans pouvant d'emblée compter sur le renfort de plusieurs dizaines d'autres pays.

Israël et les Etats-Unis ont fait pression sur l'Autorité Palestinienne de Mahmoud Abbas qui a préféré être avec le camp Israélien et Américain ce qui n'a pas empêché Netanyahu, en digne héritier de Sharon, de déclarer : « Il est quand même étonnant que l'Autorité Palestinienne dénonce aujourd'hui notre opération anti-terroriste, alors qu'elle avait fermé les yeux quand nous l'avons lancée l'année dernière ».

Il est clair que la colère gronde dans l'ensemble des ONGs qui défendent les droits de L'homme et travaillent depuis des mois pour faire traduire les responsables Israéliens devant les tribunaux de guerre.

Les crimes documentés dans le rapport de la mission des Nations-Unies témoignent des violations les plus graves du droit international; le magistrat Goldstone a conclu qu'il disposait de preuves établissant que des crimes contre l'humanité ont été perpétrés dans la bande de Gaza. Les découvertes effectuées par la mission corroborent des enquêtes antérieures, conduites par des organismes indépendants, tant palestiniens qu'israéliens et internationaux.

Droit Pour Tous considère cette manœuvre de l'autorité Palestinienne comme une injure aux victimes et à leurs droits et condamne avec fermeté la décision de la direction palestinienne de différer l'adoption du rapport de la mission d'enquête.

Et nous exigeons que les 33 pays qui ont déjà adopté le rapport ainsi que le Secrétaire général des Nations-Unies, se saisissent du dossier des crimes contre l'humanité commis par Israël et le transmettent au Conseil de Sécurité des Nations-Unies.

Note : Veuillez visiter notre stand d'information quotidien de 17: 00 à 18 :00 place des Nations (ONU)